

**UN CITOYEN :**  
**LE BOURGMESTRE Adolphe MAX**  
(Roberto J. PAYRO, pour *La Nación*)

**Bruxelles, mardi 18 août (1914)**

Même si les journaux, en accord avec les communiqués officiels, continuaient à dire que l'armée belge, renforcée par des troupes anglaises et françaises, non seulement maintenait ses positions mais encore repoussait aussi, victorieusement les attaques des Allemands, dès avant le 18 août on avait observé des symptômes que l'on dissimulait la vérité, que l'ennemi approchait rapidement. Les fugitifs, de lieux relativement proches, venaient se réfugier à Bruxelles et apportaient les nouvelles les plus alarmantes, que la population refusait de croire, accrochée à ses espoirs que les Allemands

n'arriveraient jamais jusqu'à la capitale et qu'ils ne franchiraient jamais la frontière française. Mais ceux qui suivaient sur la carte la progression des armées et y plantaient des petits drapeaux aux points où on avait combattu, se rendaient bien évidemment compte que chaque recul de l'envahisseur annoncé par les journaux signifiait en réalité absolument le contraire.

Le bourgmestre de Bruxelles le savait, comme le savaient toutes les autres autorités, mais il fallait éviter que la panique s'empare des habitants, très agités déjà par la pénurie de vivres, le manque d'argent, les tranchées ouvertes dans tous les accès possibles à la ville, par la garde civique en armes, les réquisitions de bétail, de chevaux, de véhicules, par les nouvelles pessimistes qui se transmettaient à voix basse ...

Mais, tout en n'alarmant pas trop les pacifiques Bruxellois, on devait les préparer à la terrible

désillusion, qui ne pouvait plus tarder ; et ce même 18 août le bourgmestre publia un édit très significatif pour tous ceux qui savent lire entre les lignes. Il y disait que, comme de nombreux citoyens lui avaient exprimé le désir de se débarrasser de leurs armes à feu – en tenant compte que, selon les lois de la guerre, la population civile ne peut pas prendre part aux hostilités sous peine de terribles représailles (**N.d.T.**) –, les armes en question pouvaient être déposées, moyennant un reçu, dans les commissariats, d'où elles passeraient à l'arsenal central d'Anvers, y restant en sécurité jusqu'à la fin de la guerre.

Cela, comme on le voit, ne revêtait en aucune manière le caractère d'un ordre mais fut considéré comme tel. Le bourgmestre connaissait à fond ses administrés qui, à de rares exceptions près, accoururent déposer leurs armes, comprenant que cette invitation masquait un avis de danger et un prudent

conseil. A Bruxelles et dans les autres communes de l'agglomération, il ne resta, on peut le dire, plus un pistolet ni un fusil de chasse. On savait déjà que les Allemands n'avaient pas besoin de beaucoup de prétextes pour les exécutions de masse, sans distinctions de sexes ni d'âges.

Roberto J. Payró

Copyright, 2014 : Bernard GOORDEN, pour la traduction française

PAYRO ; « *Un ciudadano : el burgomaestre Max (1)* », in LA NACION ; 29/1/1915.

## N.d.T :

« (...) *en tenant compte que, selon les lois de la guerre, la population civile ne peut pas prendre part aux hostilités sous peine de terribles représailles* (...) » : fait référence à l'avertissement du Ministre de l'intérieur du 12 août.

La photo ci-dessous d'Adophe MAX (1869-1939), prise vers 1920 (après quelque 4 ans de captivité en Allemagne), est disponible (sans être datée) sur la *Prints and Photographs division* de la Bibliothèque du Congrès des États-Unis sous le numéro d'identification [ggbain.38230](#) (George Grantham Bain Collection - Library of Congress). Nous avons trouvé le renseignement chronologique grâce à la biographie qui lui a été consacrée par Lucien COOREMANS et Mina MARTENS en 1964, en regard de la page 60.

